

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI

15

JANVIER

1976

N° 84

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

vignerons chez chirac

SEULE LA VOIE DE LA LUTTE RESTE OUVERTE

Début de semaine, au nord de Sète : une cinquantaine de viticulteurs contrôlent les camions transportant du vin. La police intervient rapidement. Depuis plusieurs jours en effet, les principaux croisements autour de Sète sont surveillés par des gardes mobiles... Cette même matinée, barrages et contrôles à Mireval, entre Sète et Montpellier, à Baillargues, sur la R.N. 113. En fin d'après-midi, des pneus brûlent sur l'autoroute entre Lunel et Montpellier... Les viticulteurs ne désarment pas.

La situation pour eux est tellement grave qu'il ne saurait être question d'une grève passagère. Le jour du premier de l'an, un petit viticulteur de l'Hérault, disait, la rage aux tripes : « Bonne année... Bonne année... Tu parles... C'est sûrement la dernière que je passe dans mes vignes ! ». L'anarchie, la sauvagerie du marché capitaliste les condamnent et les broyent. Alors que faire ?... Que faire immédiatement avant d'être irrémédiablement balayés ?... Peser de toutes leurs forces sur le gouvernement, sur ce pouvoir serviteur et complice de l'ex-

ploitation qui les démolit. Arracher le maximum pour assurer leur survie.

Cette survie sera-t-elle assurée aux dizaines de milliers de viticulteurs languedociens par les chiches mesures concédées par Chirac ? Certainement pas.

En effet, qu'ont obtenu les représentants des viticulteurs ? La création d'un « office du vin », aux contours très flous et éloigné de celui qui était demandé. La promesse d'une démarche à Bruxelles pour que les importations italiennes soient limitées. Un contrôle sur la conformité avec les normes françaises des vins passant la frontière. Un report d'échéance des impôts locaux. « Nous ne craignons pas sur la soupe » a déclaré Maffre-Bauge. Effectivement dans l'état actuel, toute brouille est bonne à prendre. Mais, continuerait-il ? « Nous sommes déçus ».

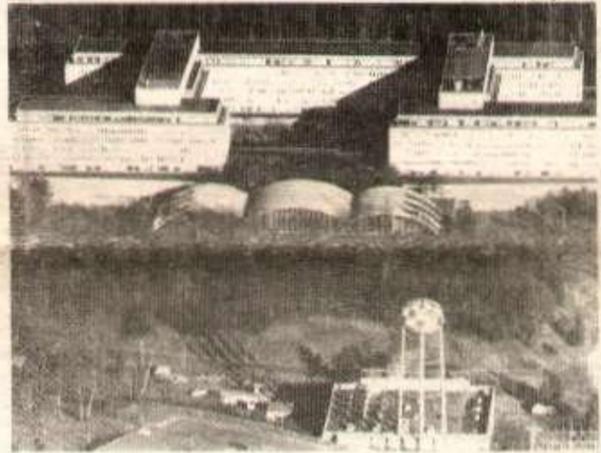
Pour les viticulteurs, seule reste ouverte la voie de la lutte, une lutte tenace et sans merci, liée avec celle de tous les travailleurs comme eux victimes de l'exploitation capitaliste.

Après la revue américaine «Counter Spy» (contre espion), le journal grec «Athen News» et l'hebdomadaire espagnol «Cambio 16», c'est au tour de «Libération» de remuer un peu les eaux nauséabondes de la «Central Intelligence Agency», plus connue par son sigle, la CIA. Pour ce faire, Libération, comme les journaux précédemment cités, a publié une liste de fonctionnaires de l'ambassade US à Paris employés par la CIA. 44 noms, accompagnés d'adresses pour ceux jugés «cadres de l'agence» ont déjà été publiés, et un journal italien est sur le point de faire des révélations du même genre. Tout a commencé par les révélations faites par un ex-agent de la CIA en rupture de banc, Philip Agee, qui a «décidé» de publier ses souvenirs, réglant ainsi quelques comptes à ses anciens collègues. La traduction de son livre vient d'ailleurs de paraître en France (Journal d'un agent secret - 10 ans dans la CIA). Jusqu'à présent, aucun démenti n'est venu de la CIA

la CIA proteste:

«aucune loi US n'interdit à un américain de comploter à l'étranger»

ou de l'administration US, un porte parole ayant seulement exprimé «la préoccupation de l'agence» et le souhait «qu'aucun américain n'ait participé à cet effort fait à l'étranger contre leurs concitoyens...» *suite p. 4*



PATRONAT-GOUVERNEMENT : DES DIVERGENCES MINEURES QUI N'ALTÈRENT PAS LEUR COLLABORATION

L'assemblée générale du CNPF a trouvé son épilogue mardi soir sur les antennes de TF1 dans un débat entre patrons et membres du gouvernement, illustré par Emmanuel de la Taille. Cette émission a souligné en les appuyant les divergences entre patrons et gouvernement. Cette présentation des choses donne évi-

demment le beau rôle au gouvernement en valorisant sa politique de réforme. Les récriminations du CNPF contre les projets de Sudreau, et les propositions gouvernementales sur les questions sociales, viennent opportunément donner de la consistance à ces baudruches dégonflées. *suite p. 4*

affaire Markovic : le silence est d'or

L'affaire Markovic n'est pas encore terminée, la partie civile s'est pourvue en cassation après le non-lieu prononcé en faveur de Marcantonio, mais elle a déjà coûté un milliard ancien en frais de justice divers. Pourtant la vérité n'a pas progressé d'un pouce. A croire que cet argent était plus destiné à faire l'obscurité que la clarté, à obtenir le silence plutôt que des révélations. L'implication de plusieurs vedettes du spectacle et de la politique, parmi les plus hautes, n'y est bien sûr pour rien. Tout ce qui a pu être suggéré sur les dessous de cette affaire est sans fondement. Personne n'a le moindre doute là-dessus bien sûr !

ESPAGNE

les postiers réquisitionnés

Le gouvernement de Juan Carlos a décidé hier de réquisitionner les postiers en grève. Ainsi, la déclaration du nouveau ministre de l'intérieur, Fraga Iribarne, est immédiatement entrée dans la vie. Il avait affirmé la veille : «Celui qui préfère prendre le chemin de la violence devra affronter la réaction de la majorité responsable et la rigueur de la loi».

Cette menace visait directement les mouvements de lutte qui se développent actuellement dans le pays avec une grande ampleur. La réquisition des postiers est ainsi la riposte du pouvoir au débrayage des postiers, décidé en vue d'obtenir la libération d'un de leurs camarades, gréviste.

voir page 8

EN HOMMAGE AUCAMARADE CHOU EN-LAI RASSEMBLEMENT DEVANTLEMUR DESFÉDÉRÉS

(JEUDI 15 JANVIER, 12 h 30 - PLACE GAMBETTA)

C'est jeudi 15 janvier que seront célébrées à Pékin les obsèques du camarade Chou En Lai, vice-président du Parti Communiste Chinois, premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine. Ce jour-là, le peuple chinois rendra un ultime hommage à ce dirigeant communiste qui, pendant plus d'un demi-siècle a mis toute son énergie révolutionnaire au service de son peuple, du prolétariat international et de la révolution mondiale.

A Paris, les travailleurs, les amis de la Chine, les Communistes marxistes-léninistes se rassembleront devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise, haut-lieu de la Commune de Paris, première révolution prolétarienne de l'histoire, pour honorer la mémoire de ce grand dirigeant du Parti Communiste Chinois.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) appelle les travailleurs de la région parisienne à ce rassemblement, et demande au peuple de notre pays de s'associer partout en France à l'ultime hommage rendu par le peuple chinois, témoignant ainsi ce jour-là son admiration pour l'action révolutionnaire du camarade Chou En Lai, et la force qu'il puise dans son exemple.



la vie du journal

dans notre courrier

les lecteurs en débattent

A propos de la page sur la sélection en faculté de médecine :

Je voudrais d'abord poser une question précise au sujet de la sélection en faculté de médecine, ensuite je propose un schéma de travail dans les débats.

1°) Les camarades étudiants en médecine ou médecins peuvent-ils préciser le rôle des maths et son importance dans la sélection ?

2°) Je pense que la caractéristique fondamentale du système médical français est son retard phénoménal par rapport aux autres pays capitalistes : en effet nous avons affaire à une corporation de type féodale et dont l'institution est «l'ordre des médecins». Dans les autres pays capitalistes, au Canada, par exemple, les médecins sont soumis à la loi de l'offre et de la demande, le résultat est que les médecins, ne satisfaisant pas aux critères capitalistes de rentabilité et d'efficacité se trouvent quasiment chômeurs car

un autre est prêt à prendre la place ; en Angleterre, par exemple, ils sont fonctionnaires. Une des conséquences est que la médecine dans ces pays capitalistes est moins déplorable qu'en France.

Pour empêcher une de ces évolutions possibles répondant toutes deux à la logique capitaliste, la corporation française introduit un numerus clausus draconien à la sortie de la première année pour qu'il y ait une grave pénurie de médecins et qu'ils puissent ainsi préserver leurs privilèges exorbitants. Ainsi en France, la médecine n'est même pas libérale, en effet, peut-on choisir de fait son médecin de famille alors qu'il en manque ? Pour l'être, il faudrait qu'elle perde ses structures d'organisation fondamentale féodales, appelées mandarinat, au profit de structures

capitalistes libérales (Canada).

Tel est le schéma de discussion et de travail que je propose dans la critique et la dénonciation.

Se contenter de dénoncer la sélection comme une survivance du féodalisme, comme tu le fais, c'est ne pas poser les vrais problèmes. Une médecine plus libérale serait-elle par hasard davantage une médecine au service des travailleurs ? Nous ne le pensons pas. C'est là le danger du «schéma de discussion et de travail» que tu proposes. Tu poses par ailleurs la question de comparer l'organisation de la médecine dans les différents pays capitalistes, et c'est une question intéressante. Nous engageons vivement les lecteurs intéressés à poursuivre le débat !

Nancy : réunion du Comité Santé

Le 10 janvier 1976 à Nancy, s'est déroulé «8 heures santé». A cette occasion, une soixantaine de personnes se sont réunies pour débattre des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Après la projection de film et montage diapos, le débat s'est engagé sur la conception de la médecine, allant dans le sens d'une médecine au service du peuple. Ceci a permis de démontrer qu'il s'agissait pour les travailleurs de la santé de se mettre au service de la classe ouvrière dans les luttes principalement mais aussi dans le cadre d'une information qui donne une arme politique et scientifique à la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme assassin.

Très rapidement le débat s'est axé sur l'objectif du comité santé de Nancy et de la lutte à mener en Lorraine grâce à l'intervention d'ouvriers présents à cette manifestation.

A la fin de la soirée qui a duré bien plus de 8 heures, un débat a permis de dégager les grands

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8h30 à 13h

axes d'une lutte à coordonner sur la région, à savoir par rapport à la silicose (de nombreux silicosés se trouvent à Brabois, le CHU de Nancy), le travail posté et les produits toxiques (notamment avec les laboratoires pharmaceutiques de Moselle : Shône et Bui).

A la suite de ces 8 heures, une section du CLISACT-Nancy s'est mis en place avec comme point de départ les axes cités.

Pour cela, il demande à toutes les personnes qui ont un dossier ou des renseignements sur ces questions de prendre contact avec lui en écrivant CLISACT-local du Quotidien du Peuple, 29, rue St Julien à Nancy (54000).

«Pas comme les autres»

C'est avec intérêt que j'ouvre chaque jour votre journal, un journal pas comme les autres, le journal du peuple qui nous situe bien au cœur des problèmes ouvriers et de ceux qui aspirent à la liberté. Il faut développer le nombre de ses lecteurs, je m'efforcerai de le faire de mon côté.

«A regretter...»

L'article sur la lutte des classes aux Etats-unis m'a ouvert les yeux sur un aspect des U.S.A. tout à fait inconnu.

Les articles du 13, 14 et 15 décembre sur l'Allemagne, également. A regretter qu'il n'y ait plus les pages reportages débat avec analyse sur l'autogestion, le révisionnisme, etc... très intéressant.

Je pense vous apporter bientôt ma contribution d'articles.

G.T. PARIS.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition



1976 - Les ouvriers prennent des mains fragiles des étudiants le drapeau rouge de la révolution.

MEMBRE DU BUREAU POUR L'EDUCATION DU JEUNE ET LE MOUVEMENT OUVRIER, LE PARTI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE, 29, RUE SAINT JULIEN, 54000 NANCY, FRANCE. TEL. 03 83 21 11 11.

1976	mai					le quotidien du peuple
lun	3	10	17	24	31	
mar	4	11	18	25		
mer	5	12	19	26		
jeu	6	13	20	27		
ven	7	14	21	28		
sam	1	8	15	22	29	
dim	2	9	16	23	30	

17 rue Saint Julien - 54000 Nancy - France. Tél. 03 83 21 11 11. Membre du Bureau pour l'Education du Jeune et le Mouvement Ouvrier, le Parti du Quotidien du Peuple, 29, rue Saint Julien, 54000 Nancy, France. Tél. 03 83 21 11 11.

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

communiqué
A LA MJC DE BOULOGNE
152, rue de Sidi
Boulogne - tél 605 65 05
Vendredi 16 janvier - 20 h 30
Film-débat
sur le voyage d'un ouvrier français de Renault en Chine ainsi qu'un film sur l'aménagement du fleuve Hai
Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

DEMANDEZ LA CARTE DE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN

spécimen

ndant du Quotidien du Peuple

Nom :

Numéro : (à rappeler à chaque correspondance)

Adresse :

Tel :

Mois : (renouvelable chaque mois)

Pour resserrer ses liens avec les correspondants, le Quotidien du Peuple propose aux camarades qui sont en accord avec le projet politique du journal, qui sont prêts à collaborer régulièrement avec sa rédaction, de devenir correspondants attirés. Vous pourrez être ainsi associés au travail des bureaux régionaux de presse et à l'équipe de rédaction centrale.

Sur tout ce qui fait la vie quotidienne du peuple, les correspondances sont précieuses : les luttes dans votre localité, votre région ; les faits d'oppression (licenciements, accidents du travail, expulsions) ; l'activité des partis bourgeois ; les réactions de masse aux campagnes d'intoxication de la bourgeoisie.

En fonction de votre expérience, vos connaissances dans un domaine particulier (syndicat, histoire, nucléaire, médecine etc...) vous pouvez collaborer au Quotidien du Peuple.

FAIRE MASSE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
C'EST POUR VOUS, DES MAINTENANT,
PRENDRE EN MAIN SA REDACTION

"NON A LA DICTATURE DU TRUST THOMSON"



Les travailleurs d'Esswein, au bout de près de 6 semaines de grève ont repris le travail en n'ayant pratiquement rien obtenu. Malgré l'occupation, malgré leur détermination, malgré cette lutte qui est la plus longue de leur histoire, ils n'ont pas réussi à remporter la victoire. La direction n'a jamais cédé malgré les millions qu'elle pouvait perdre par jour. La direction d'Esswein, ce n'est pas seulement Brisot, c'est le Thomson.

Les travailleurs yonnais ont compris qu'ils s'attaquaient à un gros requin, à un trust et que pour cela, il est plus que nécessaire d'étendre la lutte à l'ensemble du trust, la lutte de la branche toute entière, c'est une garantie de la victoire.

Comme Esswein, la Ciapem produit des machines à laver. En quelque sorte deux usines jumelles, même si ni l'une ni l'autre ne s'appelle Thomson (ce sont des filiales dépendant

à cent pour cent de Thomson Brandt Grand-Public). A elles deux, elles produisent toutes les machines à laver du trust : 3 450 par jour !

Deux usines jumelles que le trust a implanté à plus de 500 kms de distance sous des noms différents pour tenter d'empêcher la coordination des luttes.

Des deux côtés les mêmes revendications : 300 F pour tous à la Ciapem, 160 F pour tous plus 50 F pour les bas salaires à Esswein, baisse des cadences, 5ème semaine de congés payés dans les deux usines.

Le salaire d'abord.

Car c'est un travail de grande série sur chaînes ou aux presses en majorité, donc des OS, où une formation de quelques heures suffit, pas besoin de technique mais avoir les nerfs solides, les doigts déliés et des muscles.

C'est donc pour les capitalistes Thomson l'occasion rêvée de salaires de misère, en jouant sur le chômage, la rotation du personnel, la division en de multiples immigrations.

Le salaire moyen c'est 1 650 F (quand on a pu tenir tout le mois sans manquer).

Ensuite, les conditions de travail.

Ce sont les cadences. Partout la soumission à des cadences élevées qui rivent à la chaîne, qui mettent les nerfs à fleur de peau, qui usent l'organisme. C'est le rythme imposé auquel il faut se plier. Sortir un moment de la chaîne, c'est appeler le chef qui refuse ou un polyvalent qui remplace déjà quelqu'un.

La baisse des cadences et la revendication de la 5ème semaine de congés payés montrent bien l'aspiration à vivre autrement

que dans ce rythme infernal et au besoin de se reposer. Le ras-le-bol des récupérations des ponts (semaine de 6 jours) en est une autre manifestation.

La répression de la direction.

Car pour maintenir les travailleurs dans un tel cadre d'exploitation, il faut une solide répression et un imposant système de maîtrise zélée. Couramment, la maîtrise pratique le chantage à l'augmentation (il ne faut pas faire grève, pas être absent, récupérer le samedi, tenir tel ou tel poste) et les pressions sur la vie privée que certains chefs prennent plaisir à fouiller. Si une grève est lancée les chiens de garde se mettent en campagne pour prouver à chacun que le motif n'est pas valable, qu'il va perdre de l'argent, que s'en est fini de son augmentation, que son changement d'équipe ne sera plus accepté, etc.

Le trust Thomson

Le trust Thomson exploite près de 100 000 travailleurs au total avec ses usines en France et à l'étranger. Il se divise principalement en 9 groupes qui sont par ordre d'importance :

	% du chiffre d'affaires
1) Electronique professionnel (la CSF)	40 %
2) Grand Public (Electro-ménager, Thomson-Brandt (Lyon) Esswein (La Roche)	27 %
3) Electro industrie (la SEPLEC)	10 %
4) Activités Médicales (la CGR)	10,5 %
5) Lampes et éclairages	5 %
6) Engineering (livraison d'usines « clé en main »)	3 %
7) Collectivités (laveries, etc...)	2 %
8) Activités diverses (armements,...)	2,5 %
9) Sociétés Financières (banques,...) gèrent l'ensemble	

Dans tout le trust Thomson, particulièrement à Bourgogne-Electronique (Dijon) et à la SESCOSEM (Grenoble) pour effectuer un travail minutieux et intensif on emploie principalement des femmes. La Commission Femme de la SESCOSEM-CSF témoigne ici de la lutte spécifique menée par les travailleuses de cette usine du groupe Thomson.

Thomson-Brandt (Lyon) : «DES FILLES PARLAIENT MÊME DE DÉBRAYER CONTRE LES GENS DU PCF»

corr. Lyon

Aujourd'hui à Brandt, la volonté de lutte est importante, elle s'est manifestée le trimestre dernier par la lutte de l'atelier des presses, une forte mobilisation pour le soutien à Paris-Rhône et juste avant les fêtes par la grève la plus massive depuis 1968.

Quels enseignements les travailleurs ont-ils tirés de ce mouvement ? Nous l'avons demandé à un camarade du PCR, militant à la CFDT. «D'abord, on a vu que les ouvriers de Brandt étaient capables de rassembler un rapport de force très important contre la direction, aussi bien par le nombre de grévistes que sur la combativité. Ils ont refusé de reprendre le travail à la demande de la direction et de la CGT, ils ont occupé l'escalier des bureaux. Ensuite, pour faire plier notre direction et encore plus dans la situation actuelle, il faut une épreuve de force. Par exemple, la direction a préféré dépenser des millions pour faire sortir des outils et faire de la sous-traitance plutôt que de revenir sur trois mises à pied. Il y a aussi le fait qu'une grande partie des travailleurs ne comptent plus sur la CGT, surtout

sur ses deux dirigeants, membres du PCF. Ils comptent surtout sur eux pour trahir la lutte et se demandent comment on va les empêcher de se mettre en travers du mouvement. Après la dernière lutte, dans un atelier, des filles parlaient même de débrayer contre les gens du PCF».

Quel a été l'impact de la lutte menée par les camarades d'Esswein ?

«Au départ, la plupart des travailleurs ne connaissent pas l'existence de cette usine et l'idée de son existence, de la grève qui s'y menait, a eu du mal à se concrétiser. Ce qui a joué un rôle déterminant, c'est quand des camarades de la CFDT d'Esswein sont venus, le 5, tenir un mini-meeting à la sortie de l'usine, c'est à partir de là que l'intérêt d'entrer en lutte à leur côté a été vu réellement et en même temps, l'intérêt de cette lutte, les travailleurs le voient aussi à la politique de la direction, derrière sa fermeté, c'est une peur panique de l'extension du mouvement. Les grands directeurs, levés à 4 H 30, pendant la grève, 20 ou 30 cadres et agents de mai-

trise devant le passage que les ouvriers doivent prendre pour débrayer, la tentative maladroite d'isoler les groupes durs, de déplacer ceux qu'ils croient être des meneurs et par exemple pour le soutien à Esswein, la CFDT a fait une affiche : «Non à la dictature du trust Thomson», suite à cela, le patron a fait lui-même une lettre pour nous menacer de procès.

Comment est ressentie par les travailleurs de Brandt la répression patronale et policière dans les dernières luttes : Paris-Rhône et maintenant Esswein ?

Bien sûr, la politique des capitalistes aujourd'hui de répression dans les luttes et après, d'intransigeance, telle qu'on a pu la voir à Paris-Rhône et qu'on voit à Esswein, suscite des questions par rapport à notre lutte. Et ce que disent certains, c'est que c'est normal, on n'attend rien d'autre des patrons, que ça n'est pas une raison pour baisser les bras, au contraire. Cette idée, elle est présente chez la majorité des travailleurs, il faut maintenant qu'elle devienne prépondérante.

LA COMMISSION FEMMES DE LA SESCOSEM (Grenoble)

QUI COMPREND DES SYNDIQUÉES CGT, CFDT ET NON-SYNDIQUÉES.

CE QU'ELLES ONT FAIT JUSQU'À PRÉSENT

Un travail d'information sur la contraception et l'avortement au niveau de l'usine, nous avons fait quelques permanences aux heures des pauses, cela n'a pas trop mal marché, des ouvrières sont venues discuter, nous leur avons montré les appareils de la contraception : diaphragme, stérilet, pilules, etc... Il y a aussi eu des avortements pratiqués par les camarades du MLAC. Une délégation d'ouvrières de la Commission femmes s'est rendue à l'hôpital, au centre d'orthogénie de Grenoble, pour manifester car une ouvrière de la SESCOSEM était allée là-bas pour avorter et on le lui avait refusé. Nous avons discuté avec la psychologue et un médecin et l'avortement a eu lieu après.

Ce que nous avons fait de positif aussi, c'est la bourse aux vêtements qui a eu lieu en septembre où il y a eu une bonne participation des ouvrières et dernièrement l'exposition de disques et livres sur les conditions des femmes et des enfants. Au niveau des conditions de travail, nous avons commencé une enquête sur le travail en équipe. Des articles faits par les ouvrières à ce sujet sont parus dans le journal CFDT d'«Inform'Action».

Extraits d'articles que les

ouvrières ont fait pour ou contre le travail en équipe : « Je préfère la journée pour avoir ma fille avec moi, étant seule, je suis obligée de la mettre en pension au mois, ça me coûte cher et je ne la vois pas beaucoup ».

« Le travail en équipe, c'est très mauvais pour la santé, depuis que je suis ici, je suis très souvent malade, le travail en équipe, c'est trop fatiguant le matin et les voyages sont trop longs », « Quand on commence à travailler en équipe, on est contente, on a l'impression d'avoir plus de temps pour vivre, d'être moins esclave du boulot et puis à la longue on se rend compte que c'est une illusion car le temps que l'on a en plus, ce n'est pas parce que on travaille moins mais parce que l'on dort moins, à la fin, on est crevé, on se couche l'après-midi, donc quand on arrive à 16 h, on a rien fait si ce n'est travailler et dormir ».

« Le travail en équipe, c'est trop fatiguant malgré le temps libre, en arrivant je n'ai pas le courage de faire autre chose ».

« Je préfère le travail en équipe parce que j'ai plus de temps de libre, si je travaille dans la journée, je me lève à 6 h du matin pour rentrer chez moi à 17 h 15, c'est long, je ne peux rien faire, juste la cuisine et me coucher ».

Et il y a bien d'autres avis recueillis...

La conclusion faite après l'enquête est que en travaillant dans la journée, on est moins fatigué, la vie est mieux rythmée mais qu'on passe la journée à l'usine, debout à 6 h, on ne rentre qu'à 17 h 15. On a juste le temps de s'occuper des gosses et de faire les courses, en plus quand on rentre tous les centres administratifs ferment. Ce qu'il faut, c'est se battre pour de meilleures conditions de travail, diminution du temps de travail sans perte de salaire, par exemple, ce que voudraient les ouvrières, c'est finir le travail à 15 H 30.

Corr. SESCOSEM

ESSWEIN : LA REPRISE

Après cinq semaines et demie de grève avec occupation, les travailleurs d'Esswein ont repris le travail. Ils n'ont pas obtenu grand chose : 3 % d'augmentation à valoir sur l'année, annulation des jours de récupération du chômage technique et de la grève de l'EDF, etc... On est bien loin des revendications initiales (augmentation uniforme, 5^e semaine de congés payés, etc...)

Nous publierons prochainement un bilan de cette lutte que nos lecteurs ont suivie avec attention.

politique

«PLAN DE TRAVAIL DU GOUVERNEMENT» : L'ESBROUFE DE GISCARD

Giscard a rendu public hier soir, dans une lettre à Chirac, le «plan de travail» du gouvernement pour les six mois qui viennent.

Une des constantes de la politique giscardienne est l'esbroufe : le président annonce à l'avance ce qu'il prétend faire, avec le plus de bruit possible. Il se fixe des échéances. Si l'on examine les promesses et les «plans de travail» des mois passés, on est certain que le bilan de ce nouvel avatar du «libéralisme avancé» sera nul. Des réformes prévues jusqu'à présent, aucune en effet n'a changé au fond la situation de notre peuple. Quelques réformes sans conséquence ont bien passé la rampe. Mais, du vaste projet «d'humaniser» la société française, on ne voit même pas le plus petit morceau réalisé.

Au contraire, on voit apparaître les réformes dont on parle depuis un an comme des «objectifs» dans le plan publié hier.

Des «objectifs», il y en a trois, en effet. Le premier est le «développement économique» : la période passée nous enseigne ce que ces mots valent dire dans la bouche de Giscard : chômage, inflation accrue, austérité pour les travailleurs. Deuxième objectif : «la réforme des structures» pour rendre la France «plus juste, plus humaine» :

pêle-mêle ici sont évoqués les projets de réforme de l'entreprise, revalorisation du travail manuel, taxation des plus values, financement du logement, formation scolaire, universitaire et professionnelle.

Troisième objectif enfin, la «qualité de la vie», qui n'est pas non plus chose nouvelle. Jarrot nous a montré, avant sa sortie, l'efficacité de la lutte qu'il a menée contre le bruit des machines à écrire et des tondeuses à gazon.

Ainsi, le gouvernement tourne en rond, répète toujours les mêmes banalités sur le changement. C'est le même discours usé qui est toujours repris.

Mais, dans le même temps, derrière la frime, le pouvoir d'achat baisse, le chômage augmente : les flics interviennent contre les grévistes ; les attaques contre les libertés syndicales et ouvrières se développent. Chotard, du CNPF, vient encore de menacer : «les salaires ne sauraient dans leur ensemble et dans le meilleur des cas, suivre l'évolution de l'indice des prix». Alors, l'esbroufe de Giscard n'a aucune chance de réussir. Partout, à son «plan de travail», il faut opposer un «plan de luttes» pour faire reculer la bourgeoisie.

Paul LEFORT

DES DIVERGENCES QUI N'ALTÈRENT PAS LEUR COLLABORATION

SUITE DE LA UNE

DES DIVERGENCES SUR LE TAUX DE CROISSANCE...

Il reste néanmoins que les vœux des patrons ne coïncident pas totalement avec les projets gouvernementaux. Le CNPF souhaite pour 76 une reprise d'une croissance élevée, supérieure à 5 %. Pour lui, seule une croissance de cet ordre permettra aux entreprises de supporter les charges sociales et de financer les «réformes» qui s'imposent pour éviter de graves conflits sociaux. Dans l'immédiat il faut selon le CNPF donner la priorité à la croissance sur la réforme et donc imposer aux travailleurs des augmentations salariales qui ne soient pas supérieures à l'indice officiel des prix. Les patrons réclament également une liberté totale pour fixer les prix et pour licencier, des allègements fiscaux et ils refusent le plan Sudreau de co-surveillance (participation minoritaire d'élus syndicaux au conseil d'administration...).

Pour le gouvernement, il importe de poursuivre la politique de réformes et de limiter l'inflation, ce qui implique, étant donné le rétrécissement du marché mondial et la lutte des

pays du Tiers Monde contre le pillage de leurs matières premières et leur dépendance économique, un taux de croissance limité.

Pourquoi ces contradictions ? Pour le CNPF, l'aspect économique prime sur les autres, envisageant les choses en patrons, ils souhaitent pouvoir mener leur barque et exploiter les ouvriers sans la moindre contrainte. La préoccupation du gouvernement est pour sa part d'assurer les conditions économiques mais aussi politiques du pouvoir de la bourgeoisie, et il est donc amené à prendre en compte les revendications des travailleurs. S'il met en avant quelques réformes, c'est pour empêcher la montée des luttes, et essayer de mettre sur pied un modèle de collaboration de classe susceptible de duper les travailleurs.

MAIS TOUS D'ACCORD POUR RÉPRIMER LES LUTTES

S'il y a un écart entre ces positions, on reste malgré tout sur le même terrain : celui de l'exploitation des travailleurs, et il est donc possible de trouver un compromis sur la meilleure façon de procéder à cette exploitation.

Les patrons ont par le passé, réussi à étouffer des projets gouvernementaux qui les gênaient, par exemple la fameuse serlette, cette taxe qu'ils n'ont jamais payée. Le CNPF se plaint de supporter de trop lourdes charges, ils se plaignent d'être écrasés de charges, mais d'où proviennent les taxes et les impôts qu'ils versent à l'Etat ou aux organismes sociaux, si ce n'est des richesses produites par les ouvriers. Et où vont la plupart des impôts, qu'ils ne sont pas les seuls à payer, si ce n'est dans leurs caisses, sous forme de subventions.

A la télévision, on a pu voir que c'était des gens du même monde qui s'expliquaient entre eux sur un ton courtois et avec le même mépris pour les travailleurs. C'est avec cynisme qu'ils ont pronostiqué pour 76 la persistance du chômage, laissant même entendre qu'il augmenterait, c'est avec cynisme qu'ils ont fait savoir à l'unisson que nos salaires seraient bloqués. L'aveu de cette identité d'intérêts a même échappé à Chirac qui pour faire comprendre son point de vue aux patrons les a ainsi pris à partie «*Mais enfin l'Etat c'est vous !*». Emmanuel

de la Taille, ne déparait pas dans ce tableau, il a étalé avec suffisance son mépris du peuple illustrant de schémas infantiles les arguments patronaux, mais ses petits dessins n'ont pu cacher les sinistres projets de ces messieurs du CNPF et du gouvernement.

La présence de Durafour qui n'a su que bafouiller des évidences nous rappelle que derrière cette affichage de leurs divergences, patrons et ministres sont bien d'accord pour réprimer nos luttes. Durafour s'est en effet illustré à plusieurs reprises en autorisant les patrons à licencier des délégués syndicaux contre l'avis de l'inspection du travail. D'Ornano pour sa part, a autorisé plusieurs fermetures d'entreprises, des milliers d'entre nous lui doivent la perte de leur emploi. Quant à Chirac, il vient de déclencher une opération de grande envergure contre les militants syndicaux avec perquisitions, interrogatoires et incarcérations de syndicalistes. Ces actes de collusion patronat-gouvernement contre nos luttes ramènent à leur juste proportion leurs divergences. Nous ne l'oublierons pas.

Serge LIVET

seize millions de personnes dans des logements insalubres

Après le rapport Barre sur le financement du logement neuf, c'est un rapport sur la réhabilitation du logement ancien qui vient d'arriver sur le bureau de Giscard. Ses auteurs : Nora et Séveno, deux inspecteurs des finances ont tenté de résoudre la question comment faire du neuf avec du vieux, étant donné que ça coûte moins cher que de construire du neuf même bon marché. On y trouve cependant une constatation des conditions de logement en France : 16 millions de personnes vivent dans des logements sans WC ni salle d'eau.

quarts de finale de la coupe d'Europe de foot-ball

En quart de finale de la coupe d'Europe des clubs champions, l'Association Sportive de Saint-Etienne sera opposée au Dynamo de Kiev, club champion d'URSS. Le match aller aura lieu à Kiev.

10 jours pour quarante coffres

Les passe muraille qui ont discrètement vidé les coffres de la Banque Hervé ont pris leur temps : passant par des égouts, travaillant lorsque le bruit de la circulation couvrait celui de leurs marteaux piqueurs, ils sont parvenus finalement à la salle des coffres, sans que le signal d'alarme (que le directeur avait débranché, le croyant dérégulé) ne fonctionne. Les patrons de PME (la banque Hervé s'intéressait spécialement à eux) propriétaires des coffres n'ont pas encore révélé de combien ils avaient ainsi été allégés. Quant aux cambrioleurs, ils placeront leurs récoltes dans une banque plus sûre...

nouveau méfait du juge gallut

Le juge Gallut de la Cour de Sécurité de l'Etat a fait interroger, dans le cadre de l'information sur «la démoralisation de l'armée», un professeur syndiqué au SGEN-CFDT, récemment libéré du service militaire, Bernard Falquières.

C'est en plein milieu de son cours que les policiers de la PJ sont venus pour l'embarquer, au CES d'Ernée (Mayenne). On voit que malgré l'inanité évidente des accusations du gouvernement contre les inculpés, la répression continue, ainsi que les interrogatoires et interventions scandaleuses de la police contre les syndiqués.

La CIA proteste...

SUITE DE LA UNE

LA CIA EN CAUSE AUX ETATS UNIS

L'action de la CIA à l'étranger n'est pas une chose nouvelle, depuis la création de FO dans le but de diviser la classe ouvrière en France jusqu'à la préparation du coup d'Etat fasciste au Chili. Les complots contre les peuples en lutte, l'assassinat de dirigeants révolutionnaires, tel Patrice Lumumba, la liquidation de fantoches trop usés, tel Diem au Vietnam font partie de la pratique courante que les dirigeants de l'impérialisme américain confient à «l'agence». Le fait nouveau est que l'on en parle publiquement, que des commissions officielles soient chargées «d'enquêter» sur ses activités.

Et cela n'est pas le seul fait de quelques journalistes américains courageux. Déjà lors du déroulement du scandale du Watergate, Nixon avait essayé d'en rendre responsable la CIA. En 73, Schlesinger, alors secrétaire d'Etat à la défense, et ex-directeur de l'agence fit mener une enquête à son sujet.

Le résultat ne fut pas publié et Schlesinger démissionna peu de temps après. A la fin 74, une série d'articles parus dans le New-York Times révélait l'ampleur de l'intervention de la CIA aux Etats Unis même, ne serait-ce que par le fichage de quelques dix mille «mauvais américains». Le fait «choquant» pour ceux qui avaient commandé l'enquête, n'était

d'ailleurs pas ce fichage, mais que c'était là le «job» du FBI, et non de la CIA...

Début 75, après avoir pris connaissance du rapport de l'actuel directeur de l'agence, Colby, Ford annonçait la création d'une commission d'enquête, présidée par Rockefeller et comportant diverses personnalités dont les liens avec la CIA étaient bien connus. Ce qui poussa un certain nombre de parlementaires américains à créer leur propre commission d'enquête. Aux Etats-Unis, le pouvoir de l'exécutif n'est plus ce qu'il était... Le rapport Rockefeller fut publié en juin 75. Il ne révélait pas grand chose, comme on pouvait s'y attendre. Puis, fin 75, la commission sénatoriale, malgré les injonctions de Ford, publiait un épais dossier, s'attachant particulièrement aux tentatives d'assassinat pêle-mêle de Fidel Castro, Patrice Lumumba, Rafael Trujillo, du général chilien Schneider, et de Diem. Le rapport ne remettait évidemment pas en cause le rôle de la CIA, un de ses membres déclarant même qu'aucune loi américaine n'interdisait à un Américain, à plus forte raison membre de la CIA, de comploter à l'étranger...

ET MAINTENANT...

La CIA ne s'est pas montrée affectée de toutes ces révélations faites à son sujet. Colby lui-même disait qu'aucune action importante de ses services ne s'était faite sans l'approbation de l'exécutif...

Toujours est-il que la publication par Libération des noms de ces fonctionnaires très spéciaux, si elle a le mérite de montrer au grand jour ce qu'est une ambassade US à l'étranger (ce qui a provoqué une démarche du département d'Etat US auprès du gouvernement français), reste limitée. Les fonctionnaires de l'ambassade ne sont qu'une partie des moyens dont les services secrets US disposent dans notre pays, la CIA ayant l'habitudes de s'appuyer sur des «correspondants», bien français, eux, et bien d'autres moyens.

Notons au passage que le PS, interrogé par Libération, a confirmé immédiatement l'exactitude de la liste, ajoutant seulement que plusieurs des agents dénoncés avaient déjà quitté Paris. Voilà des

gens bien renseignés, mais on peut leur faire confiance : l'ancien secrétaire général socialiste n'avait-il pas touché 75 000 dollars d'un «honorable correspondant» de cette agence, pour empêcher l'arrivée de De Gaulle au pouvoir (révélé par Stanley Karnow dans le «Monde Diplomatique»... qui ne précise pas ce qu'est devenu l'argent après le ralliement de Guy Mollet au premier gouvernement de De Gaulle). Quant à l'Humanité, elle a refusé de publier les renseignements publiés par Libération. Peut-être, depuis les démarcations publiques du PCF avec l'URSS, l'Humanité prépare-t-elle dans le plus grand secret la publication de la liste des agents du KGB qui fournissent à l'ambassade soviétique et ailleurs. Mais sera-t-elle complète, Mr Kanapa ?

Eric BREHAT

la gauche et l'affaire de l'armée

Voilà maintenant près de deux mois que les premières inculpations ont été prononcées dans «l'affaire de l'armée». La gauche fait aujourd'hui mine de s'en préoccuper. Après avoir refusé tout soutien aux emprisonnés, les dirigeants réformistes et révisionnistes veulent donner le change et essayer de désamorcer les critiques de plus en plus vives des travailleurs sur leur position. Mitterrand vient de répondre favorablement à la lettre du PCF demandant une rencontre de la gauche sur cette question. Maire, de la CFDT, a fait de même : il se réjouit de ce que la position du PCF «rejoigne aujourd'hui la position de la CFDT».

Bien entendu, comme l'a prouvé l'action de la gauche en novembre et décembre, il ne peut s'agir que d'une diversion sans lendemain.

Répression contre la lutte à Vet-France

Mardi 13 à 5H, les grévistes de Vet-France (Lisieux) sont expulsés par les flics. A 5 H15, des ouvrières non-grévistes et des femmes de ménage sont rentrées dans l'usine (qu'un constat d'huissier, précédemment dressé, indiquait «propre»). A l'extérieur, un groupe de militants commençait à grossir. A 7 H 45, 62 non-grévistes arrivent à l'usine. Dès 8 H, la CGT diffusait un tract appelant les travailleurs des usines de Lisieux et de la région à manifester mardi soir contre l'intervention des flics. C'est insuffisant quand on sait que la direction de la CGT possédait dès lundi des éléments sur l'imminence de l'intervention des flics et que les ouvrières de Vet-France avaient demandé à ce qu'il y ait 200 ou 300 personnes le jour où on prévoierait le coup

de force policier.

La manifestation appelée par la CGT a réuni plus de 350 participants, travailleurs des différentes entreprises de Lisieux mais aussi une délégation de SMN Caen et d'autres entreprises de la région. Une motion a été adoptée contre l'intervention des flics, pour l'ouverture des négociations sur la base des revendications des grévistes.

Mais mardi, le patron pouvait annoncer que 62 personnes avaient repris le travail sans compter 11 malades, c'est-à-dire que l'usine tourne avec environ 80 personnes sur un effectif de 180.

Le patron a réprécisé ses «propositions»: maintien de l'ancienneté «annuelle» (c'est à dire de la bonification d'ancienneté pour les congés payés) mais suppression de l'ancienneté en cas d'éven-

tuel licenciement. Afin de récupérer les salaires perdus ou avancés, la direction a demandé de réaliser le des horaires de 44 H. En outre, le patron a décidé d'affecter une partie des fonds sociaux sous forme de secours aux «cas difficiles», tentant ainsi de diviser les grévistes. Le directeur se refuse à indiquer le nombre de réembauche: «tout sera fonction de l'atmosphère générale». Ainsi il essaye de tester la combativité des ouvrières. Non content d'être rentré dans l'usine encadré par des dizaines de gardes-mobiles, le directeur, entame maintenant une procédure de licenciement contre Chantal Lebel (déléguée syndicale) et contre deux membres du Comité d'établissement, grévistes. Et pourtant, sur ce point la direction de la CGT ne parle pas de répression, pas plus

que d'atteintes aux libertés ! Au départ, le patron déclarait n'accepter recevoir les grévistes qu'individuellement mais celles-ci refusaient: «Monsieur Ruscassie doit savoir que nous n'acceptons pas ses convocations individuelles. Il recevra soit une délégation, soit toutes les grévistes mais il est hors de question que nous acceptions de le rencontrer une à une».

En dernière heure: vu la mobilisation des travailleurs, le patron a décidé de recevoir Madame Lebel et une autre représentante des grévistes; il accepte d'avancer la réunion de Comité d'entreprise pour vendredi à condition que Madame Lebel signe une décharge quant au délai légal des convocations.

Correspondant Caen

exclusions à la FDSEA de Saone et Loire

Il y a quelques années, un paysan avait passé des contrats d'intégration avec la COPAL (Coopérative Départementale dont le président, Guilloux, est président de la FDSEA de Saône et Loire). Après bien des déboires, le voilà qui se retrouve au Tribunal de Dijon, en procès contre cette coopérative qui l'a

complètement ruiné. La coopérative est défendue par l'avocat de la FDSEA !

Comme par hasard, la FDSEA fait savoir ces jours-ci à l'agriculteur que sa cotisation 1975 n'est pas acceptable, (donc la FDSEA, le cas échéant, refuse de le défendre). Pourquoi ? Il a payé directement sa cotisation au

siège de la FDSEA. Pourtant, de nombreux paysans font exactement comme lui, sans être exclus pour autant. (voir la lettre de la FDSEA). Ce n'est pas le seul exemple: après enquête, au moins un autre paysan a été exclu de la même façon, parce qu'il demandait cette fois-ci contre Sanders...

tions coordonnées et de plus en plus importantes contre l'exploitation des petits et moyens paysans, contre les firmes agro-alimentaires et les soi-disant coopératives. Luttons contre le syndicalisme bourgeois, réformiste et pourri. Luttons pour un syndicalisme de classe, au service des petits paysans.

Corr. paysan de Saône et Loire

reprise au chantier du CHR de Bordeaux

Les ouvriers du chantier du CHR Pellegrin ont repris le travail hier matin à la suite d'une réunion qui s'est tenue lundi soir assez tard avec l'inspection du travail.

• Ils n'ont pas obtenu ce que le directeur local leur avait promis de vive voix (paiement des journées de grèves, etc).

• Par contre, avec le soutien de l'inspecteur du travail, ils ont obtenu la création d'un CHS au sein de l'entreprise et c'est un premier acquis.

COPAL, FDSEA, SANDERS: bonnet blanc et blanc bonnet! Cette collusion montre clairement la nature réelle de la FDSEA. Comme à Dijon où paysans et ouvriers de plusieurs départements soutenaient Grandin (autre paysan exploité en butte à la justice bourgeoise) engageons des mobilisa-

(Paysans, militants, lecteurs du journal, écrivez au Quotidien du Peuple, pour signaler toutes les affaires de ce genre et toutes les luttes paysannes, pour les aider à se coordonner).

Le chômage au quotidien

G.F. habite à Palente, ce quartier de Besançon bien connu de la classe ouvrière depuis la lutte des «Lip». Quand j'arrive, il a déjà sorti tout son dossier de chômeur: une épaisse chemise pleine de questionnaires, de récépissés, de correspondances... Sa femme aussi veut parler de leur situation. La conversation s'engage rapidement, ils ont tant de choses à dire: «Si je suis chômeur, c'est en fait parce que je suis militant syndical. Dans ma boîte, avec quelques copains, on avait constitué une section CGT; ça tournait, on leur en a fait voir. Ils quettaient l'occasion de me virer, ils l'ont trouvée quand j'ai eu une altercation avec un chef».

Le Quotidien du Peuple: «Dis-nous un peu comment ça se passe les «pa-

piers» pour les chômeurs».

—G.F.: «Alors ça, c'est la fin de tout! D'abord, j'ai constitué mon dossier, c'est-à-dire: demande d'aide publique, demande d'aide ASSEDIC, feuilles de paie, feuilles de sécurité sociale, etc..., etc... J'ai envoyé le tout et j'ai attendu. Trois semaines après, ils m'ont tout renvoyé en me disant qu'il fallait cinq photocopies de feuilles de paie. J'ai fait le nécessaire, réexpédié le dossier et encore l'attente. En tout, on est resté deux mois sans un sou. On a passé les fêtes de fin d'année comme ça. Un jour, j'en ai eu ras-le-bol, j'ai fait un scandale à l'ANPE, là ils se sont remués un peu».

QdP: «Qu'est-ce qui te pèse le plus dans ta situation de chômeur?»

—G.F.: «Ce qui me tue, c'est de ne plus avoir de contacts, de copains, la solitude quoi».

J'essais de suivre l'actualité par la presse et la télé mais évidemment ce n'est pas pareil. Dès l'instant où tu es au chômage, tu n'as pratiquement plus de contact avec la classe ouvrière, pour moi c'est terrible. J'étais habitué à avoir une grande activité militante, alors c'est encore plus dur».

QdP: «Comment ça se passe à l'ANPE?»

—G.F.: «Tu attends dans une pièce une heure ou deux avant de t'entendre dire qu'il n'y a rien pour toi. T'attends dans la file, personne ne se parle, c'est lamentable comme ambiance. Ceux qui se connaissent se parlent un peu, mais les autres, rien du tout. C'est la recher-

che de la solution individuelle, le «chacun pour soi».

—Martine: «C'est ça que je ne comprends pas. Ils devraient parler entre eux, essayer de voir ce qu'ils peuvent faire ensemble».

QdP: «A ton avis, que faudrait-il faire pour lutter efficacement contre le chômage?»

—G.F.: «Les syndicats ne s'occupent pas suffisamment de cette question. C'est pas le tout de lancer des journées d'action, faudrait s'occuper très concrètement des gars qui sont dans le pétrin. Tiens, pour l'armée, c'est normal de prendre la défense des gars, qu'il y ait des choses de faites là-dessus. Le chômage, c'est pareil, il ne faudrait quand même pas oublier

WEIL : face aux mises à pied et aux licenciements

Depuis la grève de mai 75, la répression est incessante à Weil (Besançon): une trentaine de personnes sont passées chez les flics, 2 sont en procès (accusées d'avoir frappé des non-grévistes, ce qui est purement inventé) tandis que les cadres, qui n'avaient pas hésité à employer matraques et chalumeaux, paraissent tranquillement... Une ouvrière combattive avait même été amenée au bord du suicide après deux mois de persécutions, pour finalement être licenciée (sans que les gens du P.C.F. dans la CGT ne demandent autre chose que des indemnités)...

Actuellement, les Weil ont un plan pour licencier une quarantaine d'ouvriers d'ici mars. Mais, redoutant les réactions, ils licencient individuellement («travaille mal», «arrive en retard»...). Les mises à pied pleuvent pour un rien (3 minutes de retard = 3 jours à pied!). Après 9 mises à pied de ce genre, un jeune ouvrier vient de recevoir sa lettre de licenciement.

La direction veut terroriser les gens, les dissuader de faire grève à nouveau. Comme tous les patrons, elle ne veut pas augmenter les salaires (qui sont très bas); mais, en plus, Weil serait en cours de transfert dans la zone industrielle pour une partie de la fabrication (la coupe) avec installation de nouvelles machines qui supprimeraient 2 personnes chacune!

Face à ces licenciements, tout ce que trouvent à dire les révisionnistes dans la CGT, c'est «savoir si le cas est défendable». Alors que chez Weil, beaucoup, y compris dans la CGT, sont conscients de la tactique patronale: une pétition circule pour les regrouper, pour lutter sans attendre!

Correspondance Weil, Besançon

nettoyage chez Amaury !



Deux cents travailleurs du «Parisien» ont complètement vidé les rayonnages du 1^{er} étage et du sous-sol de l'immeuble du 126 rue Réaumur (2^e), des dossiers qui s'y trouvaient, et les ont répandus dans la rue au cri de «Amaury, voilà tes archives!», pendant que d'autres bloquaient la circulation. 70 000 exemplaires du torchon fasciste d'Amaury accompagnaient les dossiers. Lui qui se plaignait de ne pas avoir accès à ses archives du fait de la grève, il va pouvoir les consulter à loisir!

«ce qui me tue c'est de ne plus avoir de contacts»

les 1 500 000 chômeurs et c'est un peu ce qui se passe actuellement».

—QdP: «Comment voyez-vous l'avenir maintenant?»

—Martine: «pour l'instant, je travaille trois heures par jour, ça nous permet de tenir, mais il se peut qu'à la fin du mois, je n'ai plus de travail, alors là, ce sera dramatique, on sera à quatre à vivre avec le SMIC. Pendant que les gosses ne manquent de rien, ça va, mais il faudra bien trouver une solution si je me retrouve sans boulot moi aussi».

—G.F.: «Un jour ou l'autre, on verra de drôles de choses. Au bout d'un an, quand les gars n'auront plus d'indemnités, qu'ils auront le couteau sous la gorge, que feront-ils?»

Gérard PRIVAT

luttes ouvrières

S.N.I.A.S : la direction s'en prend aux libertés syndicales

Au moment où la direction révisionniste de la CGT s'indigne avec éclat à l'idée que les trusts yankees puissent refuser de «voler français» sur la ligne Paris-New York avec Concorde, elle fait silence sur les conditions dans lesquelles ouvriers, techniciens et dessinateurs travaillent à cet avion. Nous aurons l'occasion de revenir sur la situation des travailleurs de l'Aéronautique en France, sur des questions soulevées dans cette branche. D'ores et déjà, des témoignages sont à verser au dossier de la répression, à la SNIAS, où s'élabore Concorde...

Depuis, une deuxième action est en cours contre les mutations arbitraires (et la déqualification qui les accompagne !) dont sont systématiquement victimes des délégués et représentants syndicaux (notamment CFDT)...

Ces pratiques sont choses courantes également à l'usine de Meaulte (près d'Albert dans la Somme) ; surveillance des militants syndicaux pendant l'exercice de leurs mandats ; réseau de dénonciateurs ; pressions exercées par une partie de la maîtrise auprès des adhérents CGT et CFDT ; utilisation d'un «syndicalisme» au service exclusif du patronat (CGC «indépendants»...).

Déjà, il n'y a pas si longtemps, à l'usine de Marignane, un long conflit voyait trancher sa première phase par la condamnation devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence de la direction locale pour «entraves aux fonctions de délégués du personnel» (pour «non-réunion du Comité d'Entreprise» et «pratiques discriminatoires à l'égard des syndicats CGT et CFDT de l'usine», pour être plus précis).

Contre les syndicalistes, militants CGT ou CFDT, c'est la discrimination salariale et le chantage au «déroulement de carrière» qui sont en règle à Meaulte :

- augmentations tous les deux ans pour les syndiqués connus, bien avant pour d'autres...
- lorsque les mensuels sont augmentés, c'est 20 Frs si l'on est CGT ou



CFDT, 40 Frs ou 60 Frs si l'on est «d'ailleurs» !
- les chefs d'équipes CGC menacent : «ceux qui ne font pas grève, ici, ont des augmentations. Si tu restes à la CGT (ou à la CFDT) ta promotion est mal partie !»

Ces méthodes semblent directement importées de l'usine «modèle» (pour la répression, à coup sûr !) de Marignane, d'où débarque notamment le directeur actuel de Meaulte. Elles entrent bien dans la politique du pouvoir en place.

A quoi rime tout cela ? C'est une campagne bien réglée pour tenter de diviser les travailleurs, affai-

blir les organisations syndicales, intimider les syndiqués et développer l'individualisme, et ainsi briser la combativité ouvrière. Et ce, au moment où se met en place un véritable plan de démantèlement de l'Aéronautique : à la SNIAS, la répression anti-syndicale est la condition de l'application de la politique de crise de la bourgeoisie. En refusant de courber la tête et de se diviser, les travailleurs, en imposant de nouveau les libertés démocratiques, créeront les conditions pour des victoires revendicatives nouvelles !

D'après correspondance d'ALBERT (Somme)

Grève à la SOPAD (Paris XIX^e)

Environ 500 ouvriers - Usine de produits alimentaires qui dépend du trust Nestlé - 1^{ère} grève depuis 68.

Depuis un moment, il y avait des entrevues avec la direction sur la question des salaires. La direction n'a jusqu'à maintenant proposé qu'une faible augmentation du pourcentage à partir du 1^{er} février. La CGT lançait le mot d'ordre de débrayage de 2 h lundi. C'est donc la quasi totalité des ouvriers (majorité de femmes) qui s'est mise en grève pour toute la journée.

Les travailleurs exigent :

- 200 F pour tous,
- une semaine de congés payés en hiver,
- salaire de base égal à qualification égale.

Alors qu'à l'Assemblée Générale réunissant les deux équipes du matin et du soir la grève reconductible avait été votée, les dirigeants CGT sont intervenus avec des discours démobilisateurs pour expliquer que la direction est forte, qu'il faut conserver nos forces et ne pas partir à l'aventure. Ils ont donc proposé que cette journée soit une grève d'avertissement pour la direction. Les grévistes ont accepté de reprendre le travail jusqu'à vendredi en attendant une réponse de la direction pour repartir en grève lundi, en cas de refus.

La détermination des travailleurs est grande mais beaucoup de femmes ne veulent pas partir en grève sans voir mieux où cela va mener. Ce qui explique que la proposition CGT d'attendre lundi a été acceptée.

correspondant SOPAD

la justice des cumulards

Le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc a condamné, jeudi, 11 agriculteurs du canton de Moncontour, près de Lamballe dans les Côtes-du-Nord.

Ils étaient poursuivis en vertu de la loi anticasseur, que le gouvernement applique systématiquement contre les paysans en lutte. Cette loi permet cette fois de leur réclamer près de 24 millions anciens, pour le compte d'un éleveur cumulard, pour le «préjudice» qu'il a subi lors d'une manifestation.

Une fois de plus, la décision du tribunal de Saint-Brieuc met en lumière les conséquences odieuses de la loi anticasseur qui a institué la responsabilité collective. Ces cultivateurs ont été condamnés de trois semaines à trois mois de prison, avec sursis.

F.O porte plainte

...contre les travailleurs

C.A.T. (Besançon)

La répression frappe le Centre d'Aide par le Travail de Besançon, qui emploie des travailleurs handicapés physiques.

Pour situer cette «usine des handicapés» (d'après la publicité), il faut savoir qu'elle produit essentiellement des meubles de style, à «bas prix». Le prix de vente des meubles est inférieur à celui des autres fabriques, étant donné le faible salaire accordé aux handicapés (à peine le SMIC).

La renommée du CAT, à quel prix !! Déjà 2 grèves ont eu lieu : une en février dernier, la 2ème en septembre, au sujet des conditions de travail désastreuses (pas de place, pas

de sécurité sur les machines, pas de sorties de secours, etc...) et des salaires particulièrement ridicules. (Avant la 1ère grève, un travailleur handicapé logeant à l'internat touchait de 100 à 200 F par mois).

Cette semaine encore, un stock de vernis a pris feu, provoqué par une soudure à proximité. Aucun travailleur n'a été accidenté ; mais ce fait est alarmant et montre bien que le protocole d'accord signé en fin de grève n'est appliqué que très partiellement par la direction. Peu importe la vie des travailleurs handicapés, les patrons ne pensent qu'à leurs profits !

Mais aujourd'hui, les choses qui se passent au CAT sont encore plus graves : les flics sont dans la boîte, et mènent l'enquête !

- Qui les a appelés, en portant plainte ? C'est le syndicat FO, qui ayant été démasqué pendant la deuxième grève, veut reprendre du poil de la bête, en accord, semble-t-il avec le directeur, sous couvert du comité d'entreprise auquel appartiennent des camarades de la CFDT qui n'ont jamais été contactés à ce sujet. Bref, les magouilles de FO ! Les voilà, les jaunes au service des patrons ! appeler les flics contre les travailleurs pour remettre de l'ordre dans la boîte, et prétendre défendre les intérêts des travailleurs ! Quelle farce sinistre !

- Le prétexte ? des disparitions de meubles. Des meubles livrés sans factures, mais avec bons de livraisons. Qui en a le plus profité ? Certainement les patrons, les chefs et leur clique qui ont meublé gratis maisons principales, résidences secondaires, etc...

De toute façon, ces vols apparaissent véritablement aujourd'hui comme un prétexte pour les travailleurs :

- prétextes à interroger de longs moments des travailleurs
- prétextes, pourquoi pas, à des perquisitions

futures
• prétextes aussi à interroger les syndicalistes combattifs, ceux là même qui veulent lutter contre les licenciements, contre le morcellement du CAT en plusieurs petites «cellules» disséminées dans toute la région, ceux-là même qui dénoncent quotidiennement la nature de FO.



• prétextes peut être à licencier des travailleurs...

Actuellement, les flics n'en sont qu'aux interrogatoires. Mais on peut supposer sans avoir peur de se tromper, qu'ils ne s'en tiendront pas là.

De toute façon, tous les travailleurs pensent que les patrons, les chefs ne seront pas ennuyés, que ce seront les travailleurs, seuls, qui paieront.

La section syndicale CFDT engage l'action. Son but : arrêter toute enquête judiciaire en faisant pression sur les ordures qui ont déposé la plainte.

Pour faire pression, une seule solution : la mobilisation des travailleurs contre toute répression. Peu importe le prétexte qui devient secondaire. Ce qu'il faut, c'est que tous

elle commence à préparer la mobilisation. A Besançon, dans le même temps, un travailleur actif pendant la dernière grève d'U-nimel est menacé de licenciement, à l'hôpital les licenciements se multiplient et la répression est de plus en plus féroce... et l'arrestation de militants syndicalistes et d'appelés à Besançon est toujours

Dunkerque : halte aux licenciements à la SEMCAF !

Une filiale de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Céréales, la SEMCAF-Grains (import-export) licencie 40 travailleurs (essentiellement des femmes) à Dunkerque. Déjà en mai 75, 20 licenciements étaient intervenus, dans le secteur «tourteaux». La société était «en difficulté», invoquant des «problèmes de gestion», mais... de longue date ! L'UNCAC qui s'était engagée à «résoudre les problèmes d'emploi», en juillet 75, a engagé une «demande de licenciement collectif» auprès de l'Inspection du Travail (le 8 décembre dernier). Depuis c'est un avis «favorable» de l'Inspecteur du Travail qui amène les 40 dernières suppressions d'emplois.

VITICULTEURS RECTIFICATIF :

Dans l'article, paru hier, relatant la rencontre entre le CRAV et la CGT, une erreur de frappe a dénaturé le sens d'une phrase : C'est la CFT et non la CGT qui est exclue

des contacts prévus par les viticulteurs pour donner l'ampleur la plus large à leur action. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs, de nos camarades de la CGT et des viticulteurs dont nous soutenons la lutte.

les travailleurs s'unissent contre les interrogatoires, les perquisitions, contre toute atteinte au droit syndical, aux droits démocratiques des travailleurs.

En outre, elle va diffuser largement les droits des travailleurs relatifs aux interrogatoires, contacter des magistrats.

C'est possible de gagner au CAT. La CFDT a la confiance d'une grande partie des travailleurs et

présente dans la tête des travailleurs !

Oui, il s'agit bien à Besançon d'une campagne bien orchestrée de la bourgeoisie, avec l'aide de ses larbins de FO, qui atteint les libertés démocratiques des travailleurs, le droit syndical, le droit de lutter contre l'exploitation capitaliste.

Contre toute répression, les travailleurs du CAT gagneront !

spectacles

3 films à voir

A partir du vendredi 16 janvier, à 20 h 30, (séance particulière à l'issue de laquelle aura lieu une discussion avec les spectateurs) et pour une durée d'une semaine seulement, vont passer au cinéma André Bazin, 3 films de Yann Le Masson dont la diffusion publique est très rare. Il s'agit des films :



- « *J'ai huit ans* », tourné en 1961, film-tract dénonçant la guerre coloniale d'Algérie et les méthodes fascistes et terroristes de l'armée française, film interdit et poursuivi pendant dix ans.

- « *Sucre amer* », tourné en 1963, dénonçant les méthodes anti-démocratiques (fraude électorale) lors de l'élection de Michel Debré à l'île de la Réunion et les aspirations des masses à l'indépendance, film interdit et poursuivi pendant dix ans.

- « *Kashima Paradise* », tentative d'analyse marxiste des luttes de masse, en particulier paysannes, contre les monopoles capitalistes au Japon en 1971.

Au cinéma « André Bazin » 45 bis, rue de la glacière, Paris XIIIème.

à la Cartoucherie de Vincennes

JEUDI 15 JANVIER

19 h 00 - ACCUEIL
20 h 30 - « HISTOIRE, VIEIL LE TAUPE, TU AS FAIT DU BON TRAVAIL » (Troupe Z).

VENDREDI 16 JANVIER

SOIRÉE CULTURELLE SUR LE PORTUGAL

à partir de 19 h 00 :
- Exposition sur la Culture au Portugal,
- Expositions sur l'ensemble du matériel de propagande ayant servi au soutien (montages photos, affiches...)

20 h 00 :
- Film sur le journal Répu-

blica et sur Radio-Renaissance.

- Débats avec la participation du correspondant de République à Paris et d'un travailleur de Radio-Renaissance
- Présentation d'un sketch du comité XIème et XIIème,

- Montage vidéo à partir d'extraits de films faits sur le Portugal.

22 h 00 : Buffet...

22 h 30 : Les chanteurs José Alfonso, Francisco Fanhais. Sous réserve de la participation des camarades portugais à cette soirée, en fonction des événements politiques.

sur TF1, lundi soir :

bavardages sur la femme et sur la vertu...

Après la médiocre transposition du roman de Mme de la Fayette par Cocteau et J. Delannoy, le débat sur la « Princesse de Clèves » jetait un regard sur l'histoire par le petit bout de la lorgnette.

A vrai dire « Bavardages sur l'histoire » conviendrait mieux. Le thème « les femmes et la vertu » n'a donné lieu qu'à de courtoises disputes d'experts bourgeois sur les nobles dames du XVIIème siècle. Plus générales se voulaient les affirmations du genre : « le rêve éternel des femmes, c'est d'être aimées éternellement », ou évoquant « l'irrationalité totale de l'amour ».

Autour de J.F. Chiappe, pédant de service, M. Bardèche attribuait la mort de la monarchie à la dévirilisation des grands seigneurs, Cl. Dulong s'attardait davantage sur l'image admirable que voulait donner d'elle l'aristocratie plutôt que sur ses mœurs réelles. E. Sullerot essaya de soigner son image libérale (« Rapport sur la condition féminine ») en rappe-

lant quelques faits plus intéressants : du XIVème au XVIème siècle, le salaire des ouvrières agricoles tomba de 80 % de celui des hommes à 45 % ; les domestiques, tenues au célibat, en étaient réduites à se prostituer à la fin de leur vie.

Remarques bien vite ensevelies sous l'avalanche d'histoires de belles dames du temps jadis dont nous gratifia M. Bardèche. Une conclusion à retenir de ce fatras. Les deux courants de l'amour, selon Cl. Dulong, « brutalité des mœurs » d'un côté, amour idéalisé de l'autre, offrent bien une certaine permanence, mais seulement pour nos classes dirigeantes : des aristocrates évoqués hier soir à notre bourgeoisie, il y a cette continuité de débauche réelle et de morale de façade. Avec cette différence qu'aujourd'hui la bourgeoisie plus hypocrite cherche à dissimuler ses partouzes. Qu'en pense Markovitch dans sa tombe ?

Claude ANCHER

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

44 : PÉRIODE D'ESPOIRS, ESPOIRS TRAHIS

LE PCF AUX MINEURS : « DÉFENDONS NOTRE PLACE SUR LE MARCHÉ MONDIAL »

LUTTE CONTRE LE FASCISME ET POUR LA DÉMOCRATIE... EN PRODUISANT

A la Libération, au moment où le fascisme s'effondre à l'échelle mondiale, les dirigeants du PCF proclament : « *Présentement, il ne s'agit pas de choisir entre le capitalisme ou le socialisme, mais entre le fascisme et la démocratie* » (« Cahiers du Communisme »-juillet 45). Durant la Résistance même, le PCF n'a jamais préparé les forces qu'il dirigeait à la possibilité de transformer la lutte de libération nationale et anti-fasciste victorieuse en révolution socialiste. A l'heure de la libération, toute idée de renversement du capitalisme en France est dénoncée comme « aventuriste », comme étant « inspirée par les agents hitlériens ». Selon les dirigeants du PCF, la classe ouvrière ne doit lutter dans cette période, que pour une « vraie démocratie ».

Dès ce moment, les dirigeants du PCF ne tracent plus d'autres perspectives politiques que la conquête d'une majorité parlementaire, dans le cadre d'institutions bourgeoises dont la façade est à peine ravalée.

A cette époque, les responsables du PCF, sous couvert de reconstruire le pays, sont en fait très soucieux de la place que l'impérialisme français s'octroiera dans le repartage du monde. Ainsi dans le rapport qu'il présente et qu'il reprendra largement en juillet 45 dans son fameux discours aux mineurs de Waziers, Thorez déclare : « *Aujourd'hui, c'est l'ampleur et la qualité de notre production matérielle et c'est notre place sur le marché mondial qui mesureront la grandeur de la France* », puis après avoir constaté : « *Les Etats Unis et l'Angleterre sont naturellement beaucoup mieux préparés que notre pays pour affronter la con-*

currence », Thorez conclut : « *Mais convient-il de s'abandonner ? Nullement. Autour de nous, chacun se prépare aux compétitions économiques. Qu'attendons-nous pour agir à leur exemple et dans l'intérêt de notre pays ? Que faisons-nous pour défendre nos positions sur le marché mondial et pour ne pas être écrasés dans notre propre maison par la concurrence étrangère ?* »

Dans les faits, le PCF, à la Libération, va jouer pour la bourgeoisie un rôle irremplaçable. C'est lui qui va appeler les travailleurs « *à retrousser les manches* » à « *gagner la bataille de la production* ». Pour justifier cet effort intense exigé des travailleurs, le PCF va « *expliquer* » que le développement de la production est le meilleur moyen de défendre la « *démocratie* ».

LA BATAILLE POUR LA PRODUCTION

« *Et maintenant où est le péril mortel pour notre pays : il est sur le terrain de la production, où les mêmes éléments qui provoquèrent la défaite, l'invasion de notre pays, poursuivent sciemment un plan de désagrégation, de désorganisation, de désatomisation de notre pays. Ils veulent créer le chaos, le désordre économique, l'atmosphère de trouble favorable aux entreprises de dictature. Les trusts et leurs agents*

cherchent à décourager la classe ouvrière, à décourager le peuple, c'est la nouvelle forme de l'attentisme, du munichisme, du non-interventionnisme. Hier, on spéculait sur la lâcheté, aujourd'hui on voudrait spéculer sur la paresse. Aujourd'hui, on pratique l'encouragement au moindre effort ». (Discours de clôture de Thorez au Xème congrès du PCF).



Thorez et De Gaulle dans le même gouvernement en 45

La « *démocratie* » doit faire ses preuves en augmentant la production : c'est une idée qui est brandie à toute occasion par le PCF dans les années 44-47, pour inciter les travailleurs à produire plus. Au même congrès, Thorez déclare : « *Vous tous, camarades, nous, tout le Parti et, avec nous, les meilleurs des Français, tous les républicains, nous nous adressons au peuple et à la classe ouvrière et nous lui disons : si les trusts et leurs agents s'opposent à l'effort de reconstruction*

et de production, c'est que l'intérêt du peuple, l'intérêt de la classe ouvrière, est de travailler et de produire, malgré et contre les trusts. Cette seule constatation dissiperait les hésitations s'il pouvait encore en subsister. Elle soulèvera le peuple pour la bataille de la production, comme il l'a été pour la bataille de la Libération ».

A Limoges, le 5 février 1946, c'est Marcel Paul, ministre « *communiste* » de la Production qui affirme : « *Un pays faible économiquement est une proie pour les trusts et pour les forces réactionnaires qui spéculent toujours sur les malheurs de la Patrie, afin d'installer leur pouvoir dictatorial. La France se sauvera par le travail* ».

Comme disait Pétain... Quant à Benoit Frachon, il déclare, le 23 février : « *tous sont convaincus que la démocratie vaincra par le travail* ».

programme

JEUDI 15 JANVIER

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - L'AFFAIRE TIENT A UN FIL d'après M^e Floriot
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - BARETTA
21 h 40 - 60 MINUTES * POUR CONVAINCRE
22 h 40 - ALLONS AU CINÉMA
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - DES HOMMES LIBRES
21 h 30 - L'ART SUR LE VIF
22 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 25 - OBJECTIF FORMATION
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 30 - LE GANG ANPERSON
22 h 10 - JOURNAL et fin

NOTRE SÉLECTION

* Sur TF 1, Henri Estingoy directeur de l'Institut national de la Consommation est l'invité de l'émission « *Soixante minutes pour convaincre* ». Il ne faut certes pas attendre d'Estingoy une remise en cause radicale du système de distribution et une analyse des rapports marchands. Mais il sera certainement intéressant de voir cette émission pour les révélations qui y seront faites sur l'escroquerie quotidienne de la publicité mensongère, les emballages pièges, et les subterfuges des industriels de la consommation.

Avant cette émission, débute une nouvelle série policière américaine, encore une ! La télévision française est toujours très portée sur les stocks américains.

Le film de Sidney Lumet « *Le gang Anderson* » sur FR 3, s'il dévoile certaines des méthodes employées par la police, n'en fait aucune critique et mélange habilement gangsters et militants révolutionnaires.

Le conflit libanais :

la parole aux Palestiniens

Alors que les combats se poursuivent au Liban, la Résistance Palestinienne a indiqué dans un communiqué : «*Nous souhaitons l'arrêt des combats. Nous voulons que ceux qui sont modérés, et même les extrémistes, réfléchissent bien et reculent, sinon c'est la dernière occasion que nous leur laissons. Nous ne voulons pas des terres libanaises, alors que tous ce que veulent les isolationnistes, c'est remettre en cause la présence palestinienne.*»

Il se confirme ainsi que les combats en cours ont pour objectif l'annihilation de la résistance palestinienne dans sa base arrière libanaise. C'est ce qui ressort par ailleurs nettement de la position d'un cadre de la Résistance, que nous avons contacté à Beyrouth, et qui nous a fait la déclaration suivante :

D'abord, il y a une question qui se pose maintenant : pourquoi la résistance palestinienne appuie-t-elle totalement les forces patriotiques libanaises ? C'est parce qu'il y a quatre points essentiels :

1) Nous sommes contre la partition du Liban, nous nous opposons fermement à tout partage au Liban parce que nous considérons que ce partage au Liban va amener l'Etat à une situation confession-

naliste, ça veut dire que s'ils réussissent à implanter un Etat confessionnel maronite au Liban, il va se créer d'autres Etats confessionnels chose à laquelle nous sommes fermement opposés. Et nous sommes prêts, en tant que forces patriotiques arabes, à lutter fermement par tous les moyens contre ce partage, contre toute cette sorte de politique.

2) Le deuxième point expliquant pourquoi nous appuyons les forces patriotiques libanaises dans leur combat, c'est que nous sommes contre toute guerre confessionnaliste, laquelle est menée par les forces réactionnaires et les forces impérialistes au Liban. Le but principal de la résistance palestinienne est en premier lieu la fondation d'un Etat démocratique et laïc dans notre secteur en Palestine. Nous sommes prêts à combattre toute tentative qui touche à ce principe au Liban. Nous considérons que la lutte au Liban est une lutte menée par les forces progressistes et révolutionnaires libanaises contre la réaction et l'impérialisme.

3) Nous voulons que le Liban reste partie intégrante de la patrie arabe et non pas fonder un Etat qui sera manipulé par des impérialistes occidentaux ou bien américains. Nous luttons pour garder le Li-

ban dans les rangs arabes.

4) C'est pour l'auto-défense de la résistance palestinienne : c'est notre devoir légitime de nous défendre contre une attaque impérialiste au Liban. C'est pour cela, pour ces quatre points essentiels que nous luttons côte à côte avec nos camarades libanais, en tant que force progressiste arabe.



A cette occasion où nous célébrons maintenant le 11ème anniversaire du Fath, le mouvement principal de notre organisation l'OLP, qui est amenée à obtenir des victoires sur le champ international, nous n'oublions pas les combattants qui ont déclenché la révolution en 1965 et qui sont les combattants du Fath.

Nous ne tolérons pas du tout, toutes les interventions étrangères impérialistes au Liban ; nous nous considérons complé-

tement solidaires avec le peuple libanais qui combat sur les quatre points que je viens d'énoncer : contre la partition, contre la guerre confessionnaliste, pour garder le Liban dans les rangs des forces arabes, pour l'auto-défense de la résistance palestinienne. S'il y a quelqu'un qui touche à ces quatre points, nous sommes engagés complètement.

Il y a une médiation syrienne entre les forces libanaises, des deux côtés, pour réaliser l'unité nationale. Dire que la Syrie est intéressée dans ce qui se passe au Liban, c'est normal parce que la Syrie est un Etat frontalier. Il y a une menace d'intervention israélienne qui met aussi bien en cause le Liban que la Syrie. C'est normal que la Syrie s'intéresse à ce qui se passe au Liban, mais il n'y a aucune intervention de sa part au Liban.

la Palestine à l'ONU

Le débat sur la question du Proche-Orient, qui s'était ouvert lundi au Conseil de Sécurité de l'ONU en présence de l'Organisation de Libération de la Palestine, et en l'absence du représentant de l'Etat sioniste, s'est poursuivi hier.

Les résolutions N° 242 et 338 du conseil de sécurité, qui consacrent l'existence de l'Etat sioniste (voir notre édition d'hier) sont-elles la base d'un règlement, ou au contraire, sont-elles « inadéquates et dépassées » ? C'est sur ce point que se sont opposés le représentant de la Syrie et celui de l'Egypte. Ainsi, il apparaît nettement que l'Egypte tente aujourd'hui d'imposer à tout prix une « solution pacifique », aux dépens des droits historiques du peuple palestinien, en contradiction avec la cause arabe.

C'est ce qu'ont confirmé les déclarations de Sadate, qui est prêt à participer sans l'OLP à la conférence de Genève. Aux applaudissements du premier ministre sioniste, qui en a profité pour claironner : « les arabes doivent franchir le « Rubicon » de la reconnaissance d'Israël. C'est là le cœur du problème, et non pas la question palestinienne ».

incendie criminel à la librairie Arabe

Mardi 13 janvier à 2 H du matin la librairie Arabe, rue St Victor à Paris était incendiée par un commando sioniste du « Groupe d'Auto-Défense juive ». L'incendie arrêté à temps, une explosion entière de l'immeuble était évitée de justesse. La totalité des livres et disques vendus par la librairie a été détruite, ce qui entraîne la fermeture pour une longue période. Dans la même nuit, ce même commando attaquait un local rue de la Fontaine au Roi, permanence de nombreuses organisations du quartier dont une organisation algérienne. Quand on sait que ce même groupe sioniste a revendiqué une attaque de l'UNESCO il y a quelques semaines, après l'exclusion d'Israël, quand cet attentat se commet au moment où le Conseil de Sécurité se réunit pour discuter du problème palestinien, les objectifs de ce commando sont clairs. Ce qui est tout aussi clair, c'est l'impunité qui leur sera laissée par le gouvernement français qui les laissera commettre d'autres actes de terrorisme, l'avouait d'ailleurs naïvement un flic présent sur les lieux.

ESPAGNE

(suite de la une)

On se souvient par ailleurs que, dans la nuit de vendredi dernier, vingt-trois militants ouvriers particulièrement actifs lors des dernières grèves avaient été arrêtés. Plusieurs sont toujours en prison, cependant que d'autres, libérés, ont été condamnés à des amendes équivalent à plusieurs mois de salaire d'un ouvrier.

D'autre part, les grèves se sont encore étendues dans la journée de mardi à Madrid, le nombre des travailleurs en lutte dépassant même celui de la veille. Il se confirme ainsi que la tentative des révisionnistes et des réformistes pour freiner le mouvement des masses rencontre aujourd'hui l'échec.

Cependant, la « libéralisation » annoncée par le régime poursuit son cours : deux organisations, l'une social-démocrate, l'autre « libérale » ont ainsi pu faire leur apparition publique, sans pour autant être à proprement parler « légales ».

Désormais, la farce est éventée : on va laisser quelques partis bourgeois s'exprimer plus ou moins ouvertement, et pour la classe ouvrière, pour les larges masses, le régime restera ce qu'il est, fasciste. Que ce soit l'ribarne, enfant chéri des chantages du nouveau « libéralisme » espagnol, qui ait le premier vendu la mèche, voilà qui aidera à ouvrir les yeux de ceux qui pouvaient encore se faire des illusions.

IRAN

"un sergent américain a plus de poids qu'un colonel iranien"

Depuis deux jours nous publions des éléments sur la vie des masses en Iran, à partir d'une discussion que nous avons eue avec quatre étudiants iraniens en France, 3 garçons et 1 fille. Ils nous ont parlé déjà de la situation dans les campagnes, dans les usines, aujourd'hui, ils nous décrivent quelques aspects de la domination US en Iran.

Quotidien du Peuple : Il y a une chose qui transparaît à travers ce que vous dites de la vie des masses, c'est que la bourgeoisie iranienne a complètement dirigé la production vers l'exportation. Cela suppose une forte présence impérialiste.

Ali : Plus que forte, les liens existant entre les classes dominantes en Iran et l'impérialisme américain sont à tel point étroits que l'Iran est devenu la base principale et une plaque tournante de l'impérialisme dans cette région. Ce n'est pas pour rien que Richard Helmes, l'ambassadeur US, n'est autre que l'ancien directeur de la CIA.

QdP : Comment cela se manifeste-t-il ?

Ali : Cette forte présence, on peut la constater par

l'augmentation ininterrompue des investissements étrangers soit directement, soit par le biais de la bourgeoisie compradore iranienne. Pour garantir ce système, il y a plus de 15 000 experts militaires ou « civils » américains et d'autres israéliens qui organisent l'exploitation et la répression du peuple iranien.

La plupart des grosses sociétés sont à capitaux mixtes et très dépendantes de la métropole. Par exemple, l'usine « Peykân » construit des voitures Chrysler sous licence, le régime du Shah a fait tout un battage autour de cette usine en parlant « d'industrie nationale ». Mais les usines Chrysler de Grande Bretagne sont en difficulté et la société même envisage tout simplement d'arrêter la production de l'usine iranienne.

Touradj : Il suffit de se promener sur l'avenue Saadi à Téhéran où sont installés les buildings des sociétés, partout c'est « banque mixte, compagnie mixte... »

QdP : Pourtant le pétrole iranien a été nationalisé et on sait que l'Iran a pris sa part dans la lutte pour la revalorisation de son prix de vente. Alors comment les bénéfices sont-ils réinvestis ?

Ali : On peut discuter longuement pour connaître la raison pour laquelle le pétrole nationalisé par Mossadegh a été dénationalisé par le Shah. Mais la discussion n'est pas là : l'argent du pétrole ne profite pas du tout au peuple, il sert principalement à consolider le gigantesque appareil militaire et administratif. Au cours des 4 dernières années, il y a eu plus de 12 milliards de dollars d'achat de matériel militaire sophistiqué. Il y a une extension énorme de l'appareil administratif bu-

reaucraticque, l'argent passe alors en partie dans la poche des hauts fonctionnaires.

QdP : Est-ce que le peuple a conscience de cette domination ?

Mohamad : Le peuple iranien a un profond sentiment patriotique. Pour lui, il n'y a pas de doute que l'ennemi principal c'est le régime du Shah, la bourgeoisie iranienne. Malgré les hauts et les bas, depuis plus de 70 ans, il mène la lutte pour obtenir son indépendance nationale, sa liberté et son émancipation sociale.

La domination impérialiste a eu pour conséquence une détérioration croissante du niveau de vie pour les masses laborieuses dont le mouvement est aujourd'hui principalement spontané. Ce facteur est très palpable dans les grandes villes ; la manière dont se conduisent les conseillers américains et

autres a trop le caractère d'un rapport de maître à subordonné pour que les habitants ne s'en aperçoivent pas.

Un autre aspect de cette présence impérialiste, c'est l'aspect culturel. Dans la quasi-totalité des entreprises et administrations, une des conditions nécessaires pour avoir un emploi, c'est la bonne connaissance de l'anglais.

D'autre part, les américains ont une chaîne de télévision autonome en Iran, cela fait la joie des snobs de la bourgeoisie qui sont les seuls à la suivre, avec les résidents américains. Ces résidents d'ailleurs, quel que soit leur statut social, ont droit à l'impunité juridique ; cela d'après une loi que les gens appellent « la loi de capitulation ». En Iran, les soldats disent qu'un chauffeur américain d'un colonel américain a plus d'autorité qu'un sous-officier iranien ; quant à un sergent, il a plus de poids qu'un colonel !